

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	7
PRÉFACE	11
INTRODUCTION.....	15

PARTIE 1 L'INTERPÉNÉTRATION ENTRE LOGIQUE PERSONNALISTE ET LOGIQUE PUBLIQUE CULTURELLE

TITRE I LA FONCTION SOCIALE COMMUNE AU DROIT PUBLIC ET AU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE 1 L'œuvre de l'esprit au cœur des missions culturelles des collectivités publiques	35
Section 1 L'utilité publique de la protection des œuvres de l'esprit.....	36
§I Le rattachement de la protection des œuvres à l'intérêt général	36
A. <i>La protection : de l'entretien à la restauration de l'œuvre</i>	36
B. <i>Un intérêt général aux multiples facettes</i>	40
1. L'INTÉRÊT PUBLIC CULTUREL ET ESTHÉTIQUE	40
a. <i>L'intérêt public culturel</i>	40
b. <i>L'intérêt public esthétique</i>	42
2. L'INTÉRÊT PUBLIC NATIONAL ET LOCAL	46
§II La place de la protection de l'œuvre dans l'action publique culturelle	48
A. <i>Les œuvres de l'esprit, vecteurs d'identité</i>	48
B. <i>La mission de protection des services publics culturels</i>	52

Section 2	
L'utilité publique de la valorisation des œuvres de l'esprit	55
§I Le rattachement de la valorisation des œuvres à l'intérêt général	56
A. Polysémie de la notion de valorisation	56
1. ÉPANOUISSEMENT DE LA VALEUR CULTURELLE DE L'ŒUVRE DANS LE PARTAGE	56
a. <i>La valeur culturelle de l'œuvre de l'esprit</i>	56
b. <i>Le partage de l'œuvre de l'esprit</i>	60
2. ÉPANOUISSEMENT DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE L'ŒUVRE DANS L'EXPLOITATION	62
B. La notion d'intérêt général face à la polysémie de la valorisation	65
1. L'INTÉRÊT PUBLIC CULTUREL ET SOCIAL	65
2. LA QUESTION DE L'INTÉRÊT FINANCIER DE L'ADMINISTRATION	68
§II La place de la valorisation de l'œuvre dans l'action publique culturelle	70
A. La mission de valorisation des services publics culturels	70
1. LA VALORISATION CULTURELLE	70
2. LA VALORISATION ÉCONOMIQUE	73
a. <i>L'infiltration de la valorisation économique dans les services publics culturels</i>	74
b. <i>Le caractère annexe de la valorisation économique</i>	77
B. La conciliation entre protection et valorisation	79
Conclusion du Chapitre 1	85

CHAPITRE 2

La fonction sociale du droit d'auteur	87
Section 1	
Une fonction sociale ancrée dans le droit d'auteur	88
§I La dualité historique du droit d'auteur : de l'origine sociale à l'individualisme	88
A. L'origine sociale du droit d'auteur	88
1. LA VOCATION SOCIALE DES PRIVILÈGES	88
a. <i>Les privilèges, outil de diffusion des connaissances</i>	89
b. <i>Les privilèges, outil politique de contrôle des publications</i>	90
2. LA FONCTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE LA RECONNAISSANCE D'UN DROIT DE PROPRIÉTÉ DE L'AUTEUR	91

B. <i>Avènement de la conception personnaliste</i>	94
1. ÉCHEC DES DOCTRINES SOCIALES	95
2. VICTOIRE DES DOCTRINES INDIVIDUALISTES	99
§II La cohabitation entre individualisme et intérêt général dans la législation actuelle	102
A. <i>La satisfaction de l'intérêt général par l'épanouissement des intérêts individuels de l'auteur</i>	102
1. LE DROIT MORAL : SAUVEGARDE DE L'INTÉGRITÉ DE L'ŒUVRE	103
2. LES DROITS PATRIMONIAUX : L'ENCOURAGEMENT À LA CRÉATION	108
B. <i>Expression de la fonction sociale dans la législation</i>	113
1. LE DOMAINE PUBLIC : VECTEUR DE DIFFUSION CULTURELLE	113
2. LA FINALITÉ SOCIALE DES EXCEPTIONS	117
3. LA MOBILISATION DE L'ABUS DE DROIT	124
Section 2	
Le renouveau actuel de la fonction sociale	130
§I Un élan positif de défense du domaine public	131
A. <i>Les tentatives de réappropriation du domaine public</i>	131
B. <i>Vers une protection efficace du domaine public ?</i>	141
§II Une instrumentalisation discutable de la fonction sociale	146
A. <i>Un retour en force de l'argumentaire social</i>	146
1. LE DROIT D'AUTEUR, OBSTACLE À LA CONNAISSANCE	146
2. LES PRESSIONS EN FAVEUR D'UN ASSOULISSEMENT DU DROIT D'AUTEUR	149
B. <i>Une instrumentalisation au service d'intérêts économiques privés</i>	152
Conclusion du Chapitre 2	155
Conclusion du Titre 1	157

TITRE II

L'ENCHEVÊTREMENT ENTRE PROPRIÉTÉS D'INTÉRÊT PUBLIC ET PROPRIÉTÉ PERSONNALISTE SUR L'ŒUVRE DE L'ESPRIT

CHAPITRE 1

La propriété culturelle de l'œuvre de l'esprit	161
Section 1	
Naissance d'une propriété culturelle sur l'œuvre de l'esprit	162
§I Les particularités de l'objet saisi	162

A. <i>La matérialité de l'objet saisi</i>	162
1. UNE TRADITION MATÉRIALISTE	162
2. LES LIMITES DE L'OUVERTURE DU PATRIMOINE À L'IMMATÉRIEL	167
B. <i>L'intérêt de l'objet saisi</i>	169
§II La saisie de l'œuvre de l'esprit par la propriété culturelle	174
A. <i>L'essence de l'œuvre au cœur de la propriété culturelle</i>	174
B. <i>La coexistence des deux modèles propriétaires sur l'œuvre</i>	178
Section 2	
Les rapprochements entre propriété littéraire et artistique et propriété culturelle	181
§I L'influence réciproque des champs de protection	181
A. <i>L'influence du droit d'auteur sur le champ patrimonial</i>	181
B. <i>L'influence du droit du patrimoine sur le champ de la création</i> ...	186
§II La convergence vers l'intégrité de l'œuvre	189
A. <i>Fondement de la convergence : l'œuvre patrimonialisée</i>	190
B. <i>La convergence post-mortem</i>	192
Conclusion du Chapitre 1	196

CHAPITRE 2

L'attraction du modèle propriétaire : la propriété publique de l'œuvre de l'esprit	197
---	-----

Section 1

Les modes d'acquisition de la titularité des œuvres	198
§I La titularité <i>ab initio</i>	198
A. <i>Une possible reconnaissance de la qualité d'auteur aux collectivités publiques ?</i>	198
1. L'ACCEPTION CLASSIQUE : L'AUTEUR PERSONNE PHYSIQUE	199
2. REMISE EN CAUSE DE L'ACCEPTION CLASSIQUE : LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE AUTEUR ?	200
B. <i>La titularité <i>ab initio</i> des collectivités publiques : l'œuvre collective</i>	204
§II La titularité dérivée	208
A. <i>Les cessions volontaires</i>	209
1. LES RÈGLES RÉGISSANT LES CESSIONS VOLONTAIRES	209
a. <i>En droit d'auteur</i>	209
b. <i>En droit des marchés publics</i>	211

2. LA NATURE ADMINISTRATIVE DU CONTRAT DE CESSION	216
B. Les cessions organisées par la loi	219
1. REJET DES MÉCANISMES DU DROIT PUBLIC	220
2. LES ŒUVRES ISSUES DE L'ACTIVITÉ ADMINISTRATIVE	221
3. LE DROIT COMMUN DES SUCCESSIONS	228
Section 2	
Le régime de propriété publique appliqué à l'œuvre de l'esprit	232
§I Rejet de la domanialité publique de l'œuvre	233
A. L'importance de la distinction entre domaine public du droit administratif et domaine public du droit d'auteur	233
B. La domanialité publique de l'œuvre : quels arguments ?	239
1. L'ŒUVRE, BIEN MEUBLE : LE DOMAINE PUBLIC MOBILIER CULTUREL	239
2. L'ŒUVRE, BIEN IMMATÉRIEL : LE DOMAINE PUBLIC IMMATÉRIEL	242
§II La domanialité privée de l'œuvre : une propriété ordinaire ?	247
A. L'application de règles de droit commun : une propriété ordinaire	247
B. L'application d'un régime dérogatoire : une propriété extraordinaire	251
Conclusion du Chapitre 2	255
Conclusion du Titre 2	257
Conclusion de la Partie 1	259

PARTIE 2

LA TRANSFIGURATION DU DROIT D'AUTEUR AU CONTACT DE LA SPHÈRE PUBLIQUE CULTURELLE

TITRE I

L'EXPRESSION D'IMPÉRATIFS PUBLICS AU SEIN DE LA SPHÈRE PUBLIQUE CULTURELLE

CHAPITRE 1

Les impératifs publics attachés à l'accès à l'œuvre de l'esprit...	265
Section 1	
Le rôle des collectivités publiques dans l'ouverture de l'accès aux œuvres de l'esprit	265
§I Le régime applicable aux données publiques	266

A. Le droit d'accès aux documents administratifs	266
1. LE PÉRIMÈTRE DU DROIT D'ACCÈS	266
2. LA COHABITATION AVEC LE DROIT D'AUTEUR	270
B. Le droit de réutilisation des informations publiques	273
1. LE PÉRIMÈTRE DU DROIT DE RÉUTILISATION	273
2. LES TENSIONS AVEC LE DROIT D'AUTEUR.....	276
§II L'accès aux archives publiques	278
A. Le droit d'accès aux archives publiques	279
B. La logique réservataire du droit d'auteur	281
Section 2	
Le rôle des collectivités publiques dans la restriction de l'accès aux œuvres de l'esprit	283
§I La valorisation économique des données culturelles	283
A. La réutilisation des informations publiques	283
B. Le droit sui generis sur les bases de données	286
§II Le contrôle des collectivités publiques sur l'accès à l'œuvre	289
A. Les impératifs liés à l'ordre public	289
1. LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ARTISTIQUE DE L'AUTEUR	289
2. LES RESTRICTIONS LÉGITIMÉES PAR LA SAUVEGARDE DE L'ORDRE PUBLIC.....	292
B. Les impératifs fondés sur la propriété publique du support de l'œuvre	297
1. LA GESTION DU DOMAINE PRIVÉ	297
2. LA GESTION DU DOMAINE PUBLIC	300
3. L'ORGANISATION CONTRACTUELLE DE L'ACCÈS : LES LIMITES	303
Conclusion du Chapitre 1	305

CHAPITRE 2

Les impératifs publics attachés à l'intégrité de l'œuvre de l'esprit	307
---	-----

Section 1

L'intégrité de l'œuvre face à la gestion patrimoniale des collectivités publiques	307
§I Les droits exclusifs de l'auteur à l'épreuve du droit de la commande publique	308

A. Modification de l'œuvre en cours de commande : l'immixtion des collectivités publiques dans le processus artistique	308
1. LE POUVOIR DE MODIFICATION UNILATÉRALE DU CONTRAT	308
2. POUVOIR DE CONTRÔLE ET DE DIRECTION DANS LES CONTRATS ADMINISTRATIFS	312
B. Modification de l'œuvre après achèvement de la commande : la mise en concurrence dans les marchés publics	313
1. LA PLACE DE LA CONCURRENCE DANS LES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS	313
2. LES EFFETS DES DROITS EXCLUSIFS SUR LA MISE EN CONCURRENCE	316
a. <i>L'invocation encadrée des droits exclusifs par la personne publique</i>	316
b. <i>L'impossibilité pour l'auteur de revendiquer l'attribution du marché public</i>	318
§II Droits et devoirs inhérents à la propriété publique du support ...	321
A. <i>La libre disposition du support : position du débat</i>	321
B. <i>L'existence d'une obligation de conservation du propriétaire du support</i>	324
1. DE L'INTÉRÊT DE RECONNAÎTRE UNE OBLIGATION DE CONSERVATION À LA CHARGE DU PROPRIÉTAIRE	324
2. LE DEVOIR DE CONSERVATION RENFORCÉ DU PROPRIÉTAIRE PUBLIC	327
Section 2	
L'intégrité de l'œuvre face aux missions d'intérêt général des collectivités publiques	331
§I Les modifications de l'œuvre dictées par les nécessités de service public	331
A. <i>Les principes fondateurs du service public</i>	331
B. <i>Le principe d'intangibilité de l'ouvrage public</i>	337
§II Les modifications de l'œuvre dictées par l'ordre public	344
A. <i>L'exercice des pouvoirs de police administrative générale</i>	344
B. <i>L'exercice des pouvoirs de police administrative spéciale</i>	349
Conclusion du Chapitre 2	357
Conclusion du Titre 1	359

TITRE II L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE FIGURE DU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE 1

La caractérisation d'une nouvelle figure du droit d'auteur	363
Section 1	
La singularité d'une nouvelle figure du droit d'auteur	363
§I Une nouvelle figure animée par des impératifs publics	364
§II La résistance à l'unification du contentieux de la création.....	367
A. Le mouvement d'unification par la consécration d'un bloc de compétence	367
1. LES TERMES DU DÉBAT INITIAL.....	368
a. <i>Les arguments en présence</i>	368
b. <i>La compétence partagée en droit d'auteur</i>	372
2. L'UNIFICATION DU CONTENTIEUX PAR LA LOI DU 17 MAI 2011	378
B. La persistance de spécificités contentieuses	383
1. LA COMPÉTENCE DU JUGE ADMINISTRATIF POUR ORDONNER DES TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT D'UN OUVRAGE PUBLIC.....	383
a. <i>L'affirmation d'une compétence partagée en matière d'ouvrages publics</i>	383
b. <i>L'encadrement du pouvoir d'injonction du juge administratif ..</i>	386
2. LE POUVOIR DE CONTRAINTE DU JUGE JUDICIAIRE À L'ÉGARD DE L'ADMINISTRATION.....	388
a. <i>Le pouvoir d'injonction du juge judiciaire</i>	389
b. <i>Le principe d'insaisissabilité des biens publics</i>	390
Section 2	
L'absence d'autonomie d'une nouvelle figure du droit d'auteur.....	392
§I L'impossible appréhension du droit d'auteur par le prisme de la <i>summa divisio</i>	392
A. La <i>summa divisio</i> en trompe-l'œil	393
1. L'ÉROSION DU PRINCIPE D'AUTONOMIE DU DROIT ADMINISTRATIF	393
a. <i>Le droit administratif, droit naturel des activités publiques.....</i>	393
b. <i>Le rejet de la pertinence de la dichotomie gestion privée/gestion publique</i>	395
2. LA MISE À L'ÉPREUVE DE LA <i>SUMMA DIVISIO</i> DROIT PRIVÉ-DROIT PUBLIC	396
B. La création de matières hybrides	399

§II Le rejet d'un droit public d'auteur	403
Conclusion du Chapitre 1	405
CHAPITRE 2	
La concrétisation d'une nouvelle figure du droit d'auteur	407
Section 1	
L'affirmation des missions d'intérêt général des collectivités publiques en droit d'auteur	407
§I Les outils au service de l'accomplissement des missions culturelles des collectivités publiques	408
A. <i>Le mythe de la propriété publique de l'œuvre comme outil d'accomplissement des missions culturelles</i>	408
1. LE RÔLE DE RELAIS DE L'ÉTAT EN L'ABSENCE D'HÉRITIERS DE L'AUTEUR	408
2. LE RÉGIME DÉROGATOIRE DES AGENTS PUBLICS CRÉATEURS	411
B. <i>Le recours aux servitudes d'utilité publique comme instrument de langage commun au droit d'auteur et au droit public</i>	414
§II L'articulation entre les missions d'intérêt général et l'intégrité de l'œuvre de l'esprit	420
A. <i>L'introduction de nécessités de service public dans les rapports auteur/propriétaire public du support</i>	420
1. LA NON-INTANGIBILITÉ ABSOLUE DES ŒUVRES UTILITAIRES	421
2. LES IMPÉRATIFS LIÉS À L'EXERCICE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC	424
B. <i>La prise en compte de la sauvegarde de l'ordre public</i>	430
Section 2	
L'affirmation d'une logique de jouissance commune en droit d'auteur	432
§I L'arbitrage opéré en faveur d'une jouissance commune de l'œuvre de l'esprit	432
A. <i>L'expression des droits d'inspiration collective en droit d'auteur</i>	433
1. L'EXTENSION DU RÔLE DES DROITS FONDAMENTAUX DANS L'AFFIRMATION D'UNE LOGIQUE DE JOUISSANCE COMMUNE	433
a. <i>Les limites endogènes et exogènes aux droits exclusifs</i>	433
b. <i>L'introduction du principe de proportionnalité</i>	435
2. L'INFILTRATION DE LA FIGURE DU COMMUN EN DROIT D'AUTEUR	441
a. <i>La philosophie des communs</i>	442
b. <i>L'expression de la philosophie des communs en droit d'auteur</i> ..	445
B. <i>L'expression d'une vocation naturelle des œuvres à la diffusion</i> ...	450

1. LA FACULTÉ RESTREINTE DE FORÇAGE DE LA DIFFUSION DU VIVANT DE L'AUTEUR...	450
2. LA FACULTÉ DE FORÇAGE DE LA DIFFUSION POST-MORTEM DANS LE CPI.....	454
a. <i>La mise en œuvre du contrôle judiciaire : l'affirmation de l'intérêt de la société</i>	454
b. <i>L'intérêt d'une conception élargie des autorités de saisine</i>	459
§II La consolidation d'une jouissance commune des œuvres en question	463
A. <i>L'absence d'un droit d'accès général aux œuvres de l'esprit</i>	463
1. LA RECONNAISSANCE SYMBOLIQUE DE DROITS D'ACCÈS PAR LES DROITS FONDAMENTAUX	464
a. <i>Le droit à l'information</i>	464
b. <i>Le droit à la culture</i>	467
2. LE REFUS DU LÉGISLATEUR DE RECONNAÎTRE DES DROITS SUBJECTIFS AUX UTILISATEURS	469
B. <i>Le renforcement du domaine public comme garantie d'une jouissance commune des œuvres</i>	473
Conclusion du Chapitre 2	479
Conclusion du Titre 2	481
Conclusion de la Partie 2	483
Conclusion générale	485
BIBLIOGRAPHIE	491
INDEX THÉMATIQUE	543
TABLE DES MATIÈRES	549